



ROYAUME DU MAROC

MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES

DELEGATION PROVINCIALE DES AFFAIRES ISLAMIQUES
DE MARRAKECH

Cahier de prescription spécial
Appel d'offre ouvert n°01/DPAl/M/BH/2024

**La Fourniture, l'installation et la mise
en service de Matériel de
Sonorisation pour Plusieurs Mosquées
dans la Préfecture de Marrakech, En
Lot Unique.**

Lot unique

Marché passé par Appel d'offres ouvert N° **01/DPAl/M/BH/2024** en séance publique
Sur offres de prix en vertu de l'alinéa 2 paragraphe 1, de l'article 33, et de l'alinéa 3
du paragraphe 3 de l'article 34 de l'arrêté du ministre des Habous et des Affaires
Islamiques n°258.13 du 06 Dou al Quiida 1434 (13 Septembre 2013).

SOMMAIRE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

ARTICLE 3 : REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

ARTICLE 4 : VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

ARTICLE 5 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU FOURNISSEUR

ARTICLE 6 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

ARTICLE 7 : NANTISSEMENT

ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 9 : DELAI D'EXECUTION

ARTICLE 10 : NATURE DES PRIX

ARTICLE 11 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DEFINITIF

ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 13 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

ARTICLE 14 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

ARTICLE 15 : DELAI DE GARANTIE

ARTICLE 16 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'INSTALLATION

ARTICLE 17 : MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 18 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

ARTICLE 19 : PENALITES POUR RETARD

ARTICLE 20 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

ARTICLE 21 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

ARTICLE 23 : RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE 24 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 25 : DESIGNATION DES LIEUX DE LIVRAISON ET D'INSTALLATION DE MATERIEL DE SONORISATION

ARTICLE 26 : DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE II DESCRIPTION TECHNIQUE

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES
DELEGATION PROVINCIALE DES AFFAIRES ISLAMIQUES
DE MARRAKECH

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert N° **01/DPAI/M/BH/2024** en séance publique
Sur offres de prix en vertu des **articles 33 et 34** de l'arrêté du ministre des Habous et
des Affaires Islamiques n°258.13 du 06 Dou al Qiïda 1434 (13 Septembre 2013).

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Ministère des Habous et des affaires islamiques représentées par Le Délégué Provincial
des Affaires Islamiques de Marrakech, désigné ci-après par l'Administration ou Maître d'
Ouvrage.

D'UNE PART

Et:

Monsieur :

Agissant au nom et pour le compte de :

au capital de

Inscrit au registre de commerce de Safi Sous le n° :

Affilié à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale sous le n° :

Titulaire d'un compte bancaire n° :

Ouvert à

Faisant élection de domicile au :

Patente n° :

N° d'I.

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIVIT:

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture, **La Fourniture, l'installation et la mise en service de Matériel de Sonorisation pour Plusieurs Mosquées dans la Préfecture de Marrakech, En Lot Unique.**

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
3. le bordereau des prix-détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 3 : REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Les parties contractantes du marché sont soumises aux dispositions des textes suivants:

- Le Dahir n° 1.09.236 du 8 Rabia I 1431 (23février 2010) portant au code des Habous tel qu'il a été modifié et complété par le Dahir n°1.19.46 du Joumada II 1440 (01 mars 2019) ;
- L'arrêté du ministre des Habous et des Affaires Islamiques n°258.13 du 06 Dou al Quiida 1434 (13 Septembre 2013) fixant le règlement des marchés de travaux, de fourniture et de service que conclut l'administration des Habous au nom des Habous Générales ;
- Décret n° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Travaux ;
- L'arrêté du ministre des Habous et des Affaires Islamiques n° 13.2685 du 12 Dou al Quiida 1434 (19 Septembre 2013) relatif à l'organisation financière et comptable des habous générales;
- Décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 Juillet 2016) relatif aux délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
- Décret n° 2332-01-2 du 22 rabii I 1423 – 4 juin 2002 approuvant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'état. (CCAG-EMO). (BO n° 5010 du 06/06/2002)

- Le circulaire n° 6011/T.P/IBM 458/4 relative à l'application de la T.V.A.

Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.

Le fournisseur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 4 : VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après visa du contrôleur financier local et approbation par l'autorité compétente.

Par dérogation à l'article 5 de l'arrêté du ministre des Habous et des Affaires Islamiques n°258.13 du 06 Dou al Quiida 1434 (13 Septembre 2013), l'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage.

Toutefois, le maître d'ouvrage peut avant l'expiration du délai visé au deuxième paragraphe du présent article, proposer à l'attributaire, par lettre recommandée, de maintenir son offre pour une période supplémentaire déterminée. L'attributaire dispose d'un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception de la lettre du maître d'ouvrage pour faire connaître sa réponse.

ARTICLE 5 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU FOURNISSEUR

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier des prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des clauses administratives générales.

1. Le titulaire est tenu de faire connaître au maître d'ouvrage ses observations éventuelles sur les documents qui ont été mis à sa disposition et ce dans le délai de quinze (15) jours après la remise de ces documents.

2. Passé ce délai, le titulaire est réputé en avoir vérifié la conformité à ceux qui ont servi de base à la passation du marché et qui sont conservés par le maître d'ouvrage pour servir à la réception des travaux.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE 6 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile du fournisseur sis....

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 7 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir N° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi N° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- 1) la liquidation des sommes dues par l'administration, maître d'ouvrage, en exécution du présent marché sera opérée par le Délégué Provincial des Affaires Islamiques de MARRAKECH;

- 2) le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir N° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi N° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, est **le Délégué Provincial des Affaires Islamiques de Marrakech**;
- 3) les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Contrôleur Financier Local de Marrakech, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
- 4) Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir N° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi N° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.
- 5) Les frais de timbre de l'original du CPS et de « l'exemplaire unique » remis à l'entrepreneur sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article 111 de l'arrêté du Ministre des Habous et des Affaires Islamiques, Si le fournisseur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit requérir l'accord préalable du maître d'ouvrage auquel il est notifié la nature des fournitures à sous traiter, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse et l'identité des sous-traitants et une copie conforme du contrat de la sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 14 du de l'arrêté Ministre des Habous et des Affaires Islamiques n°258.13 du 06 Dou al Quiida 1434 (13 Septembre 2013).

ARTICLE 9 : DELAI D'EXECUTION

Le fournisseur devra livrer les fournitures désignées en objet dans un délai de **un (01) mois**.

Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison des fournitures désignées en objet.

Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison de la totalité des fournitures incombant au titulaire.

Le délai global et les délais partiels d'exécution courent à partir de la date fixée par le ou les ordres de service prescrivant le commencement de l'exécution des fournitures y afférents.

ARTICLE 10 : NATURE DES PRIX

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix détail estimatif, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer à l'entrepreneur une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 11 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **Vingt MILLE (20 000,00) Dirhams**.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché.

Le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Administration des Habous publics dans le cas où le fournisseur ne réalise pas son cautionnement définitif dans un délai de 20 jours suivant la date de la notification de l'approbation du présent marché.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours suivant la date de la réception définitive du marché.

ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du fournisseur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des fournitures.

ARTICLE 13 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des fournitures, les attestations, délivrées par les établissements d'assurances, justifiant la souscription des polices d'assurances pour couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce, conformément aux stipulations de l'article 25 du CCAG-Travaux tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 14 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 15 : DELAI DE GARANTIE

Conformément à l'article 75 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le délai de garantie est fixé à **douze (12) mois** à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, le fournisseur sera tenu, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de mauvaise qualité, anomalies ou défauts constatés, sans pour autant que ces fournitures supplémentaires puissent donner lieu au paiement à l'exception de celles résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 16 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'INSTALLATION

1- MODALITES DE LIVRAISON

La livraison, l'installation et la mise en service du matériel de sonorisation objet du présent marché devra être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché aux lieux des mosquées désignées par le maître d'ouvrage comme détaillé dans l'article **25** du présent CPS.

Le Matériel livré par le fournisseur doit être accompagné d'un bulletin de livraison établi en 4 exemplaires. Ce bulletin doit indiquer :

1. La date de livraison ;
2. La référence au marché;
3. L'identification du fournisseur ;
4. L'identification du matériel livré (N° du marché, N° de l'article, désignation et caractéristiques techniques du matériel technique, quantités livrées.....etc.).

Toute livraison du matériel doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et dans tous les cas selon un programme préétabli par le fournisseur et accepté par le maître d'ouvrage.

Par ailleurs, Le fournisseur s'engage à fournir :

1. Les documents de mise en marche;
2. Les catalogues originaux;
3. Un manuel d'utilisation;

2- CONDITIONS DE LIVRAISON

La livraison du matériel de sonorisation se déroulera sur les lieux des mosquées désignées par le maître d'ouvrage comme détaillé dans l'article **25** du présent CPS. La livraison doit être effectuée en présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du fournisseur.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre le matériel indiqué dans le marché et celui effectivement livré, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement du matériel non-conforme.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction du matériel non conforme par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par elle-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement du matériel refusé, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

ARTICLE 17 :MODALITES DE REGLEMENT

Pour l'établissement des décomptes le fournisseur est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture appuyée par les bons de livraisons et établie en cinq (05) exemplaires décrivant les fournitures livrées et indiquant les quantités livrées, le montant total à payer ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Le règlement sera effectué sur la base desdits décomptes en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement livrées, déduction faite de la retenue de garantie et l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte bancaire RIB (24 positions)ouvert auprès de

ARTICLE 18 :RECEPTIONS PROVISoire ET DEFINITIVE

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des fournitures et travaux aux spécifications techniques du marché.

Les fournitures livrées et travaux, sont soumises à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des fournitures et travaux livrées avec le descriptif des fournitures indiquées sur le bordereau des prix détail estimatif, ou par comparaison avec les modèles décrits par la documentation technique.

A l'issue de ces opérations, le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire.

La réception définitive est prononcée après l'expiration du délai de garantie.

Les opérations sus mentionnées sont sanctionnées, selon le cas, par un procès-verbal de réception provisoire ou définitive signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet et par l'ordonnateur ou son délégué.

ARTICLE 19 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir terminé la livraison des fournitures dans les délais prescrits, il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (un pour mille) du montant initial du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8 %) du montant initial du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 79 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

ARTICLE 20 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des fournitures réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 21 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Conformément à l'article 7 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le fournisseur doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu l'enregistrement et timbre du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des actes de corruption, à des manœuvres frauduleuses, et à des pratiques collusoires, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans la réalisation du présent marché.

ARTICLE 23 : RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues à l'arrêté du ministre des Habous et des Affaires Islamiques n°13.258 du 06 Dou al Quida 1434 (13 Septembre 2013) fixant Système des marchés de Travaux de Fourniture et de Service que Concluent l'administration des Habous au nom des Habous publics et celles prévues par le CCAG applicable aux marchés de travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge de l'entrepreneur, le Ministre des Habous et des affaires islamiques, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont l'entrepreneur est passible, peut par décision motivée, prise après avis de Conseil supérieur du contrôle des finances des Habous, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés que conclut l'Administration des Habous conformément à l'article 112 de l'arrêté n°13.258 précité.

ARTICLE 24 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si en cours de la réalisation du marché, des différends et litiges surviennent avec le fournisseur, les parties s'engagent à régler celles-ci dans le cadre des stipulations des articles 81,82 et 83 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Les litiges entre le maître d'ouvrage et le fournisseur sont soumis aux tribunaux compétents de Marrakech.

ARTICLE 25 : DESIGNATION DES LIEUX DE LIVRAISON ET D'INSTALLATION DE MATERIEL DE SONORISATION

Le titulaire du marché doit livrer, installer et mettre en service le matériel de sonorisation objet du marché, à sa charge, dans les mosquées et selon les quantités indiquées au tableau suivant :

Support pour microphone	Micro-cravate avec fil	Micro à main	Haut-parleurs extérieurs	Haut-parleurs intérieurs	Amplificateur de la minaret 160 W	Amplificateur 1500 w la salle de prière	Table de Mixage amplifié	العنوان	اسم المسجد	رت
0	0	0	0	0	0	0	1	قاعة خليج حومة سيدي سليمان الجزولي المدينة العتيقة مراكش	قاع اخليج	1
1	1	1	2	2	1	0	1	الزاوية العباسية المدينة العتيقة مراكش	ديور الجداد	2
1	1	1	4	4	1	1	1	المسيرة 1 الجي الحسني مراكش	علي بن أبي طالب	3
1	1	1	4	6	1	0	0	حي أزلي الجنوبي مراكش	الغفران	4
1	1	1	4	6	1	1	1	التيسير المنارة مراكش	الحاج عمر	5
1	1	1	4	4	1	1	1	المواسين المدينة العتيقة بمراكش	درب السنان	6
1	1	1	4	4	1	1	1	المدينة العتيقة بمراكش	سوق مولاي علي	7
1	1	1	4	4	1	1	1	رياض العروس المدينة العتيقة بمراكش	الجزء	8

1	1	1	4	12	1	3	1	زهور تاركة الغزوية مراكش	سعد لن ابي وقاص	9
1	1	1	4	4	1	1	1	الازدهار مراكش	الازدهار	10
1	1	1	4	8	2	2	1	سيدي عباد اسيل مراكش	سيدي بو عمرو	11
1	1	1	4	4	1	1	1	درب هدي سيدي يوسف بن علي مراكش	الأماتة	12
0	1	1	4	4	1	1	1	دوار العين سيدي يوسف بن علي مراكش	دوار العين	13
1	1	2	4	6	1	1	1	دوار الجديد الحي الجديد سيدي يوسف بن علي مراكش	دوار الجديد	14
1	1	1	4	4	1	1	1	جماعة تسلطانت عمالة مراكش	الخدير الجديد	15
0	1	1	0	10	0	2	1	دوار ايت بوالشنت جماعة حربيل عمالة مراكش	ايت بوالشنت	16
0	1	1	4	10	1	2	1	دوار ايت واعزو جماعة حربيل عمالة مراكش	ايت واعزو	17
0	1	1	0	10	0	2	1	دوار ايت مسعود جماعة حربيل عمالة مراكش	ايت مسعود	18
1	1	1	4	5	1	1	1	السابعة المجدية جماعة الويدان عمالة مراكش	السابعة المجدية	19
1	1	1	4	5	1	1	1	دوار الجلود جماعة الويدان عمالة مراكش	دوار الجلود	20
1	1	1	4	5	1	1	1	اولاد مزوك جماعة اولاد حسون عمالة مراكش	دوار اولاد مزوك	21
1	1	1	4	5	1	1	1	باحسينة العليا جماعة اولاد حسون عمالة مراكش	باحسينة العليا	22
1	1	1	4	4	1	1	1	جماعة اولاد دليم عمالة مراكش	دوار السويكية	23
1	1	1	4	4	1	1	1	جماعة اولاد دليم عمالة مراكش	دوار اعزيب	24
1	1	1	4	4	1	1	1	جماعة المنابهة عمالة مراكش	اولاد بن حسين	25
8	4	3	15	20	4	4	4	مقر المندوبية الإقليمية	حسب الاحتياجات	26
28	28	28	101	154	27	32	28	المجموع		

ARTICLE 26 : DISPOSITIONS GENERALES

- Les caractéristiques techniques du matériel livré doivent être respectées dans leur globalité sans donner lieu à aucune compensation.
- Le fournisseur aura à sa charge, pendant la durée de garantie, toutes les opérations de vérification, de réglage, de réparation et éventuellement de remplacement du matériel défectueux et non opérationnel.
- Le fournisseur devra mettre en approbation des échantillons par le Maitre d'ouvrage avant les travaux d'installation.

CHAPITRE II DESCRIPTION TECHNIQUE

PRIX N° 1 : Table de mixage amplifiée

Fourniture, installation mise en service d'une table de mixage amplifiée, ayant les caractéristiques techniques suivantes :

- ✓ Tensions principales: 120 ~ 220V, 60 / 50Hz
- ✓ Puissance: 2 * 350W (4ohm ou 8 ohm)
- ✓ 8 canaux micro/line ou plus

Payé à l'unitéau prix N°1

PRIX N° 2 : Amplificateur de puissance (pour le mode 8Ω Bridge la puissance=1500 W)

Fourniture, installation mise en service d'un amplificateur de puissance, ayant les caractéristiques suivantes :

- ✓ Puissance de sortie (8Ω stereo) : 2*500 watts RMS
- ✓ Puissance de sortie (4Ω stereo) : 2*750 watts RMS
- ✓ Puissance de sortie (8Ω Bridge) : 1500 W
- ✓ Fréquence de réponse 20Hz-20kHz

Payé à l'unité..... au prix N°2

PRIX N° 3 : Amplificateur de puissance 160 WATTS

Fourniture, installation mise en service d'un amplificateur de puissance, ayant les caractéristiques suivantes :

- ✓ 5 Entrées Micro et 2 Auxiliaires.
- ✓ Puissance : 160 Watts RMS
- ✓ Fréquence : 50-15000 Hz

Payé à l'unitéau prix N°4

PRIX N° 4 : Haut-parleur intérieur 100 W (P.AUDIO ou similaire)

Fourniture, installation et mise en service des haut-parleurs P.AUDIO ou similaire, ayant des caractéristiques techniques adaptées aux amplificateurs et aux tables de mixages amplifiées installés en terme de puissance, l'implantation des haut-parleurs doit assurer une bonne réparation et intelligibilité du son à l'intérieur des salles de prière, échantillon et couleur à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage.

Caractéristiques requises sont :

Spécification générales

Puissance : 100W ;

Fréquence réponse : 75Hz-18kHz

Impédance nominale: 8Ω

Sensibilité (1W@1M): 92dB

Couleur : bleu, noir ou blanc

Dimensions : 385mm*235mm*215mm

Spécification physique

Composant LF: 6,5" (165mm) PP Cone Speaker

Composant HF : 1,5" (30.5mm) Soft Dome Tweeter

Construction : polycarbonate

Grille : Maille en acier (Powder Coated Steel Mesh)

Connecteur : 1*Push Terminal

Ce prix comprend le câblage complet suivant les règles de l'art, depuis les tables de mixages amplifiées ou les amplificateurs, jusqu'aux points de fixation des haut-parleurs à l'intérieur des salles de prière, et toutes sujétions d'installation et de mise en service.

Payé à l'unité..... au prix N°5

PRIX N° 5 : Haut-parleur extérieur 50 W/100V

Fourniture, installation et mise en service de Haut-parleurs coniques en aluminium robustes, ayant des caractéristiques techniques adaptées aux amplificateurs et aux tables de mixages amplifiées installés (Prix N°1 et Prix N°2) ou existant en terme de puissance et de résistance, échantillon à soumettre à l'approbation du maitre d'ouvrage.

Caractéristiques Minimales requises sont :

Puissance : 50w RMS/60w Max ; Voltage : **100v** ; Fréquence : 180-7000Hz

Pression acoustique : 112.5dB/1w/1m

Couleur : Gris clair ou blanc

Ce prix comprend le câblage complet suivant les règles de l'art, depuis les tables de mixages amplifiées ou les amplificateurs, jusqu'aux points de fixation des haut-parleurs au niveau du sommet des façades du minaret ou de la mosquée suivant indication du maitre d'ouvrage, et toutes sujétions d'installation et de mise en service.

Payé à l'unité..... au prix N°6

PRIX N°6 : Micro à Main

Fourniture, installation et mise en service de microphone à main, adapté à tous les types d'applications de sonorisation, de directivité Omnidirectionnelle, y/c toutes sujétions de mise en service.

Echantillon à soumettre à l'approbation du maitre d'ouvrage.

Payé à l'unité..... au prix N°7

PRIX N°7 : Micro-cravate

Fourniture et mise en service de microphone omnidirectionnel à condensateur électret subminiature de type cravate avec câble avec prise grand angle pour conférences, interviews, lieux de culte, enregistrements etc, y/c toutes sujétions de mise en service.

Echantillon à soumettre à l'approbation du maitre d'ouvrage.

Payé à l'unité..... au prix N°8

PRIX N°8 : Support pour microphone

Fourniture et installation support pour microphone, robuste et réglable en hauteur de 1,2m à 1,8m par un dispositif de réglage. y/c filetage à réglage, trépied, filetage avec l'écrou et toutes sujétions de mise en service.

Echantillon à soumettre à l'approbation du maitre d'ouvrage.

Payé à l'unité..... au prix N°9

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

N° de l'article (1)	Désignation des fournitures (2)	Unité de mesure ou de compte (3)	Qte (4)	Prix unitaire en dhs HT (5)	Prix total en dhs HT (6=4x5)
01	Table de mixage amplifiée	U	28		
02	Amplificateur de puissance (pour le mode 8Ω Bridge la puissance=1500 W)	U	32		
03	Amplificateur de puissance 160 WATTS	U	27		
04	Haut-parleur intérieur 100 W (<i>P.AUDIO ou similaire</i>)	U	154		
05	Haut-parleur extérieur 50 W/100V	U	101		
06	Micro à Main	U	28		
07	Micro-cravate	U	28		
08	Support pour microphone	U	28		
				Total HT	
				TVA (20%)	
				Total TTC	

ARRETE LE PRESENT BORDERAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF A LA SOMME DE :

Objet: La Fourniture, l'installation et la mise en service de Matériel de Sonorisation pour Plusieurs Mosquées dans la Préfecture de Marrakech, En Lot Unique.

Marché passé par appel d'offre n° N° 01/DPAI/M/BH/2024 en séance publique sur offre des prix en vertu des dispositions en vertu de l'article 33 et l'article 34 paragraphe 3 alinéa 3 de l'arrêté du Ministre des Habous et des Affaires Islamiques n° 258.13 du 6 Dou Lkiada 1434 (13 septembre 2013) fixant le règlement des marchés des travaux, fournitures et de services conclu par l'Administration des Habous au profit des Habous Publics.

Arrêté le montant du marché à la somme de :

En chiffres :

En lettres :

Le Délégué Provincial des Affaires Islamiques de Marrakech	Lu, accepté et arrêté par l'entreprise:
Marrakech ; le :	 ; le :
Visé par le Contrôleur Financier Local	Approuvé par le Ministre des Habous et des Affaires Islamiques
Marrakech ; le :	Rabat ; le :